



Aide aux personnes vulnérables des chômeurs de longue durée soignent des malades et des personnes âgées isolées, à Blagoevgrad (Bulgarie) ¹

Nom de la politique : Aide aux personnes vulnérables

Date de début : avril 2004

Date de fin : décembre 2007

CONTEXTE

CONTEXTE GOUVERNEMENTAL

Contexte de la ville

Blagoevgrad est une ville bulgare de taille moyenne, qui compte une population de 70 404 habitants, avec un pourcentage légèrement plus élevé de femmes que d'hommes (52,19 % et 47,81 %, respectivement). Compte tenu de la tendance générale au vieillissement de la population et à la diminution du taux de population en âge de travailler (la moyenne du pays est de 63,2 %), la situation à Blagoevgrad est relativement bonne : 68,10 % de la population est âgée de 18 à 59 ans et 15,87 % des habitants sont âgés de plus de 60 ans (2009). La distribution de la population par groupe ethnique dans la municipalité et dans le district de Blagoevgrad est illustrée dans le tableau 1.

¹ L'**Observatoire Villes Inclusives** est un espace d'analyse et de réflexion sur des politiques locales d'inclusion sociale. Il contient plus de soixante études de cas sur des politiques innovatrices en matière de développement communautaire, d'accès aux services de base, d'égalité des genres, de protection de l'environnement ou d'éradication de la pauvreté, entre autres. L'initiative a été mise en œuvre avec le soutien scientifique du Professeur Yves Cabannes de la University College of London (15 études de cas) et de l'équipe de chercheurs du Centre des Études Sociales (CES) de l'Université de Coimbra, qui a travaillé sous la direction du Professeur Boaventura de Sousa Santos (50 études de cas). Cet Observatoire a permis de détecter et d'étudier des expériences réussies susceptibles d'apporter des éléments capables d'inspirer d'autres villes dans la conception et la mise en place de leurs politiques d'inclusion sociale.

L'**Observatoire Villes Inclusives** a été créé par la Commission d'inclusion sociale, de démocratie participative et des droits humains de CGLU. **Cités et Gouvernements Locaux Unis** (CGLU) est la plateforme mondiale qui représente et défend les intérêts des gouvernements locaux auprès de la communauté internationale et travaille pour donner aux villes un plus grand poids politique dans la gouvernance mondiale. La **Commission d'Inclusion Sociale, de Démocratie Participative et des Droits Humains** a pour mission de contribuer à la voix commune des villes de CGLU en matière d'inclusion sociale, de démocratie participative et de droits humains. Elle vise aussi à guider les gouvernements locaux dans la conception de ces politiques et, dans ce sens, promeut des débats politiques, l'échange d'expériences et l'apprentissage mutuel entre villes du monde entier.

Pour de plus amples informations: www.uclg.org/cisdpo/observatory.



Derrière l'écart évident entre la composition ethnique de la population de la ville de Blagoevgrad (la municipalité de Blagoevgrad) et celle du district de Blagoevgrad se cache un autre déséquilibre structurel : les personnes d'origine turque sont issues de milieu essentiellement ruraux et vivent dans des villages de montagne. Elles présentent aussi un plus faible niveau d'éducation, une tendance qui est encore plus évidente dans la minorité rom (Hristova 2004, Mediana Agency 2007). Le tableau 2 présente les différents niveaux d'éducation atteints par la population du district de Blagoevgrad âgée de plus de sept ans.

Toutes ces caractéristiques sociales ont des conséquences sur le taux de chômage du district de Blagoevgrad, taux qui est traditionnellement plus élevé que la moyenne du pays. D'après l'agence régionale pour l'emploi, à la fin du mois d'octobre 2010, le taux de chômage atteint dans le district était de 11,5 %, alors que la moyenne du pays était de 9,5 %. Parmi l'ensemble des chômeurs inscrits dans le district de Blagoevgrad, 53,5 % étaient des femmes et 38 % étaient âgés de plus de 50 ans. Cependant, le taux de chômage parmi les jeunes (jusqu'à 29 ans) était de 17,8 %, moins élevé que la moyenne du pays, de 21,4 %. En ce qui concerne les niveaux d'éducation des chômeurs, les statistiques révèlent que : 45,2 % des chômeurs ont une éducation secondaire supérieure ; 29,1 % ont une éducation secondaire élémentaire ; 17 % ont une éducation primaire et 8,7 % sont des diplômés universitaires (voir tableau 1). La désindustrialisation du district et sa transition à une économie tertiaire, de services, a aussi un impact sur la structure professionnelle des chômeurs : 53,3 % d'entre eux n'ont aucune profession ou spécialité ; 25,9 % sont des employés ou ouvriers et 20,6 %, sont des professionnels qualifiés. À la longue, le chômage, le vieillissement de la population et la structure éducative peu favorable deviennent des problèmes sociaux permanents pour la population de la ville et du district de Blagoevgrad.

Tableau 1. Origines ethniques de la population du district de Blagoevgrad

Ethnie	District de Blagoevgrad (%)	Municipalité de Blagoevgrad (%)
Bulgares	83,97	95,69
Turcs	9,33	0,1
Roms	3,64	2,58
Autres	1,62	0,97
Non auto-identifiés	1,24	0,38
Ne répond pas	0,19	0,25

Source : Recensement 2001

Tableau 2. Niveaux d'éducation de la population du district et de la municipalité de Blagoevgrad (habitants âgés de plus de 7 ans) et résidents au chômage inscrits dans le district

Niveau d'éducation	Population du district de Blagoevgrad (âgés de plus de 7 ans) (%)	Population de la municipalité de Blagoevgrad (âgés de plus de 7 ans) (%)	Chômeurs inscrits dans le district de Blagoevgrad (%)
Enseignement supérieur (Maîtrises et masters)	6,39	12,68	8,7



universitaires)			
Formation professionnelle	3,39	4,14	
Enseignement secondaire (12 années)	36,21	46,00	45,2
Enseignement secondaire élémentaire (7 années)	29,47	21,68	29,1
Enseignement primaire (4 années)	15,37	14,42 ²	17,0
Enseignement primaire non terminé	6,82		
Analphabète	1,75	0,65	
Ne répond pas	0,17	0,26	

Source : Recensement 2001

Niveau de décentralisation du pays

D'après la Constitution bulgare (adoptée le 12 juillet 1991), la République Bulgare est un État unitaire doté de gouvernements locaux. La division territoriale et administrative actuelle du pays en 28 districts administratifs formés de 264 municipalités a été instaurée en 1999 et reflète la tendance à une plus grande décentralisation du pouvoir de l'État. Blagoevgrad est un centre administratif du sixième plus grand district de Bulgarie, avec une population de 329 000 habitants et un gouvernement à plusieurs niveaux (mairie, conseil municipal, conseil de district), comme le prévoit la Loi de décentralisation. L'émergence de la société civile et le développement de nouveaux acteurs sociaux de gouvernement urbain (ONG locales) sont des processus relativement nouveaux dans la société post-socialiste de Bulgarie depuis le début des années 1990 et sont aussi des facteurs de réassignation des ressources nécessaires à la gestion des nouvelles disparités issues de la transition sociale.

Échelon institutionnel de mise en œuvre de la politique : sous-municipal, municipal, de district, régional, national et intercommunal (communautés multiples).

CONTEXTE SOCIAL

On comprend plus facilement l'importance de cette initiative si l'on tient compte de la situation sociodémographique et économique nationale. Il existe quatre conditions ou facteurs sociaux clé : le vieillissement de la société, un taux croissant de jeunes d'origine rom, un taux de chômage constant et élevé et des systèmes sociaux obsolètes.

En premier lieu, comme dans de nombreux autres pays de l'Europe de l'Est, une grande partie de la population bulgare vieillit et n'est plus en âge de travailler. D'après un rapport de la Banque Mondiale sur les tendances démographiques dans la région (Dempsey 2007), entre un cinquième et un quart de la population d'Europe Orientale aura 65 ans ou plus en 2025. D'après l'Institut National des Statistiques de Bulgarie, le groupe des personnes âgées de 65

² Ce pourcentage comprend aussi les personnes qui n'ont pas terminé leurs études primaires.





ans ou plus a représenté 22-23 % de la population bulgare au cours de ces dix dernières années. Le pronostic d'EUROSTAT pour la Bulgarie est qu'à la moitié du xxie siècle, ce pays aura perdu 35 % de sa population. L'augmentation du nombre de personnes âgées isolées n'est pas un simple problème personnel, mais un problème qui touche la société toute entière.

En second lieu, le seul groupe qui croît en termes relatifs et absolus est la minorité rom qui, actuellement, représente 5 % de la population. D'après les données d'une étude sociologique nationale représentative (Mediana Agency 2007), les jeunes roms, ont généralement les pires conditions de vie, comparées à celles des jeunes issus d'autres ethnies: alors que 52,2 % des jeunes roms sont pauvres, ce taux tombe à 24,6 % chez les jeunes de minorité turque et à 9 % chez les jeunes bulgares (de 15 à 35 ans). De plus, 69,1 % des jeunes roms (âgés de 18 à 24 ans) sont au chômage, contre un taux de chômage de 11,4 % chez les jeunes bulgares et de 34,2 % chez les jeunes turcs. Ce fait trouve généralement son explication dans la faible éducation et dans le manque de qualification des jeunes roms. Cependant, comme le confirment les auteurs du rapport, compte tenu des taux de naissance et de mortalité, dans les 30 prochaines années, la moitié des jeunes bulgares seront d'origine rom, d'où la nécessité de concevoir de nouvelles politiques sociales sur le long terme pour faire face à cette nouvelle situation.

En troisième lieu, la Bulgarie subit encore un taux de chômage persistant et relativement élevé. Les chômeurs ayant l'âge de la préretraite (à partir de 50 ans) sont parmi les plus touchés par la restructuration économique et par les licenciements massifs. D'après des données statistiques de 2001, le nombre de personnes se trouvant dans cette situation a dépassé 135 000 et est en constante augmentation. Ce pourcentage a dépassé 30 % de la croissance moyenne annuelle pour les années 1999 et 2000. La situation sociale des chômeurs inscrits ayant l'âge de la préretraite comporte des aspects économiques et moraux. Ces personnes sont les premières à être licenciées. Se trouvant proches de la fin de leur carrière professionnelle, elles perdent presque toute chance de retourner sur le marché du travail formel. Par conséquent, elles sont contraintes d'avoir recours aux allocations sociales et de chômage pour survivre, ou de rechercher un travail peu qualifié sur le marché du travail « informel ». Ainsi, le chômage de longue durée génère à la fois un problème de bas revenus mais aussi d'augmentation de la pauvreté. Compte tenu de l'augmentation rapide du chômage dans ce groupe d'âge on pourrait faire face à un problème social donnant lieu à des discriminations liées à l'âge au sein de la société bulgare.

Enfin, au moment de la mise en place du projet, le système centralisé de services sociaux était obsolète et ne reflétait pas les nouveaux problèmes sociaux existant en Bulgarie. Il existait une niche pour la création de nouveaux postes de travail durables liés à la fourniture d'un large éventail de services pour des groupes vulnérables tels que les personnes âgées isolées, les personnes handicapées, les enfants en danger, les personnes exclues, etc. (projet « Services Sociaux et Nouvel Emploi » [SANE]).





DESCRIPTION COMPLÈTE

Description de la politique

En 2006, une jeune habitante de Blagoevgrad déterminée prenait la tête d'un projet local nommé « Aide aux personnes vulnérables », qui faisait partie d'un projet pilote appelé « Services sociaux et nouvel emploi », financé par le Ministère du travail et des politiques Sociales et par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), avec le soutien de la Mairie de Blagoevgrad. La coordinatrice du projet local, Mila Sokolova, décrit la politique de la manière suivante: « Des chômeurs en âge de partir en préretraite, dont certains sont d'origine rom, ont été invités à se former comme travailleurs sociaux et ont ensuite obtenu un poste d'assistants sociaux pour personnes âgées. Ainsi, deux groupes sociaux différents ont pu recevoir de manière simultanée une solution satisfaisante à leurs problèmes. ».

Antécédents / Origines

Le projet « Services sociaux et nouvel emploi » (le projet SANE) a été conçu pour répondre aux problèmes sociaux précédemment décrits, comme une initiative combinant la création d'emploi pour les chômeurs en âge de prendre leur préretraite et une opportunité de prestation de services sociaux aux personnes vulnérables. Il a été conçu à partir d'une étude approfondie des différentes pratiques sociales en Allemagne, France et au Royaume Uni, réalisée par des experts du PNUD (Sofia) et des experts du Ministère du travail et des politiques sociales de Bulgarie. Le projet a été mis en œuvre en plusieurs étapes, partant de projets pilotes dans quatre municipalités, pour devenir une politique d'envergure nationale.

Objectifs de la politique

L'objectif principal du projet était de piloter et promouvoir un plan de nouvel emploi pour des personnes en âge de prendre leur préretraite en contrepartie de services sociaux pour les personnes vulnérables. Les activités du projet comprennent : (1) la création d'un mécanisme durable dans le cadre local pour la sélection et la formation professionnelle de chômeurs de longue durée et la création subséquente d'emplois de longue durée; (2) une augmentation et une amélioration de l'offre de services sociaux; et (3) l'amélioration de l'infrastructure sociale liée à la fourniture de services sociaux. Le projet avait surtout pour objet de contribuer à la mise en œuvre d'une politique nationale de long terme ayant des objectifs mieux définis pour faire face à l'augmentation du nombre de chômeurs en âge de préretraite souvent découragés, en adoptant un modèle durable de services sociaux, décentralisé et à la mesure des besoins des usagers.

Chronologie de la mise en œuvre de la politique

La mise en œuvre du projet s'est faite en quatre étapes

1. Élaboration de la conception du projet à partir d'une étude de cas. Afin de recueillir plus de données représentatives, une enquête sociologique a été menée entre les mois de mai et juin 2002, dans quatre municipalités bulgares : Blagoevgrad, Botevgrad, Etropole et Pravetz ; cette étude a révélé le besoin d'interventions ciblées afin d'aider les personnes en âge de prendre leur préretraite. À Botevgrad, les chômeurs en âge de prendre leur préretraite représentent 27 % de l'ensemble des chômeurs inscrits. Pour Blagoevgrad, Etropole et Pravetz, les chiffres sont de 17 %, 16 % et 24 %, respectivement. L'enquête a aussi révélé le besoin d'améliorer la fourniture des





services sociaux au niveau local.

2. Projets pilotes dans 4 municipalités (Blagoevgrad, Botevgrad, Etropole et Pravetz), comprenant :
 - Une étape de formation des formateurs ;
 - Sélection de personnes au chômage en âge de prendre leur préretraite (le « portrait statistique » des chômeurs est le suivant : surtout des femmes, âgées de plus de 50 ans, sans qualifications professionnelles) ;
 - Formation de longue durée du groupe de chômeurs sélectionnés afin de les former au métier d'« assistants sociaux » ;
 - Prestation de services sociaux à domicile pour des personnes âgées isolées et des personnes handicapées.
3. Mise en place du projet dans huit autres municipalités.
4. Mise en œuvre au niveau national des idées du projet à travers un programme national « Assistants pour les personnes handicapées », dans le cadre de l'activité d'« Assistance Sociale ».³

Agents concernés

Le Ministère du travail et de la politique sociale et le PNUD (Sofia) ont conçu et financé, ensemble, la politique. Le projet a été mis en place grâce au travail commun de plusieurs municipalités, services d'assistance sociale, d'agences régionales pour l'emploi et d'ONG qui se sont portés volontaires pour participer au projet. Dans le cas de Blagoevgrad, trois agents principaux étaient concernés : l'ONG locale « Aide aux personnes vulnérables », la Mairie de Blagoevgrad, par le biais du service municipal d'assistance sociale, et l'agence pour l'emploi de Blagoevgrad, qui a fourni à l'équipe du projet des informations sur les personnes au chômage en âge de préretraite inscrites à l'agence et en recherche d'emploi. Ont également pris part à la mise en place du projet des formateurs et des experts (psychologues, assistants sociaux, médecins, etc.).

Bénéficiaires

Les bénéficiaires sont les personnes âgées et handicapées qui ont reçu une assistance sociale, ainsi que les chômeurs de longue durée en âge de préretraite. En 2007, le critère d'âge a été supprimé et la sélection d'assistants sociaux s'est faite sur la base de la qualité de chômeur et de l'historique professionnel des personnes. Ainsi, des personnes présentant des profils plus diversifiés, et souvent plus qualifiées, ont pu être acceptées et formées dans le cadre de ce projet.

Les rapports trimestriels du projet datés de 2005, démontrent que 751 personnes ont obtenu un emploi d'assistant social. Le projet a aussi permis d'améliorer les conditions de vie de 1 902

³ Le programme s'appelle « Assistants pour personnes handicapées » –en contraste avec l'*assistance sociale* fournie au sein de centres institutionnalisés pour personnes âgées– parce que les « assistants » prêtent leurs services à domicile, ce qui est nouveau en Bulgarie.





personnes âgées et handicapées vivant dans 147 villages des 12 municipalités pilotes (rapport de mars 2006). Le projet a fourni un emploi à 58 personnes issues de minorités ethniques (36 d'origine rom et 22 d'origine turque), ce qui représente 8,19 % de l'ensemble des assistants sociaux. 42 autres roms et 45 personnes d'origine turque ont pu bénéficier du projet en tant qu'usagers des services sociaux de la communauté. Dans l'ensemble, 5,27 % du total des bénéficiaires du projet provenaient de minorités ethniques. En 2006, le projet a permis à 2 045 personnes vulnérables d'avoir accès à différents services sociaux, fournis par 708 assistants.

À Blagoevgrad, environ 150 personnes âgées vulnérables ont reçu des services sociaux mensuels à leur domicile et plus de 100 chômeurs en âge de préretraite ont reçu un emploi permanent, ce qui a contribué à la diminution de la pauvreté dans la municipalité.

Les municipalités et l'ensemble du système de services sociaux, qui s'est décentralisé et diversifié davantage, ont bénéficié du projet de manière indirecte.

Processus participatifs mise en œuvre

L'élaboration d'une méthodologie de prestation de services sociaux s'est faite à partir d'expériences partagées au sein de groupes de discussion mixtes auxquels participaient tous les acteurs : les bénéficiaires des services, les assistants sociaux et les administrateurs et fournisseurs de services sociaux. À Blagoevgrad, des membres de la communauté locale (par exemple, des jeunes issus d'écoles secondaires) ont pris part au projet à travers des activités telles que la célébration de fêtes et la préparation de cartes postales et de petits cadeaux pour les personnes âgées seules, etc.

Processus d'institutionnalisation de la politique

Le projet est un modèle pilote de financement, gestion, prestation et suivi décentralisés de services sociaux dans les communautés locales. 12 municipalités l'ont mis en œuvre en 2006 et il a été appliqué au niveau national dans le cadre du programme national « Assistants pour personnes handicapés », financé par le Ministère du travail et des politiques sociales dans 117 municipalités.

Le processus d'institutionnalisation a aussi comporté les éléments suivants :

- La méthodologie de prestation de services sociaux a été développée et approuvée par L'Agence nationale pour l'assistance sociale;
- Une base de données de tous les fournisseurs de services sociaux (établissements de droit privé et de droit public) a été créée ;
- En 2008, une association d'ONG prestataires de services sociaux a été fondée, initialement présidée par Mila Sokolova ;
- La profession d'« assistant social » a été légalement reconnue, celle-ci se trouvant désormais incluse dans la Classification Nationale des Professions ; et
- Un amendement a été introduit dans la Loi relative à l'Assistance Sociale pour la gestion décentralisée des services sociaux.

Au niveau local, la responsable du projet de Blagoevgrad, Mila Sokolova, a été invitée à présider le Bureau des services sociaux de la municipalité de Blagoevgrad.



Financement

Le coût total de mise en place du projet a atteint 7 014 684 USD. Les sources de financement provenaient du Ministère du travail et des politiques sociales, des municipalités pilotes (262 921 USD), du Programme des Nations Unies pour le Développement (100 000 USD) et du contribuable.

Principaux résultats et réalisations

Les principaux résultats du projet ont été les suivants :

- Renforcement de la capacité institutionnelle de financement, de gestion, de prestation et de contrôle des services sociaux dans les cadres national, régional et municipal ;
- Introduction d'un modèle décentralisé de prestation de services sociaux dans des communautés et la création d'emploi ;
- Mise en œuvre d'une politique sociale à long terme avec un double effet : l'inclusion sociale de personnes vulnérables et l'emploi des chômeurs.

Le projet a contribué à l'amélioration de la qualité de vie des personnes nécessiteuses grâce à des soins et à des services sociaux de qualité. De même, une alliance entre prestataires de services sociaux sans but lucratif et municipalités s'est créée à un moment de renouveau dans la mise en œuvre des politiques sociales dans les villes. Le tissu associatif des pays de l'ex-union soviétique était pratiquement inexistant avant 1989 et ce type de partenariat a créé un précédent.

Le projet a démontré que la prestation décentralisée de services sociaux est mieux à même de répondre aux besoins réels des groupes vulnérables. Une enquête comparative de 22 communautés dans lesquelles les services sociaux étaient fournis par deux prestataires différents a révélé que les utilisateurs notaient mieux les services SANE (36,7 % les trouvaient excellents et 40 %, très bons) que les services fournis dans le cadre du Programme d'aide aux personnes handicapées (18,1 % les trouvaient excellents et 30,5 %, très bons) (European Institute & Market Links 2007).

Principaux obstacles

Les principaux obstacles auxquels il a fallu faire face ont été le dialogue avec toutes les institutions concernées par le projet (la municipalité, le directoire de l'assistance sociale et l'agence locale pour l'emploi). Malgré le fait que Mila Sokolova soit passée de l'autre « côté » et se trouve à la tête du Bureau de service social de la municipalité, des problèmes de communication persistent car il n'y a pas suffisamment d'ONG ayant la capacité de fournir des services sociaux. La question de la durabilité du projet est aussi problématique puisqu'il doit constamment être régénéré.

Répliquabilité ou adaptation de la politique à d'autres contextes

Une grande partie des recommandations de la politique a été incorporée au cadre du programme intégré de l'Agence pour l'assistance sociale, telles que:



- Gestion décentralisée des services sociaux dans la communauté, accompagnée de l'inclusion de représentants des prestataires de services, des assistants sociaux et des usagers ;
- Financement conjoint de l'administration municipale, des prestataires privés de services et des usagers ;
- Création de taxes à la consommation ;
- Renforcement des capacités au niveau local grâce au soutien technique et à la formation de prestataires potentiels de services locaux ;
- Sélection professionnelle d'assistants sociaux et investissement dans leur motivation personnelle et professionnelle ;
- Élargissement de l'éventail de services sociaux et augmentation du nombre de personnes qui reçoivent des services, tout en maintenant la qualité des services ;
- Renforcement du contrôle de la qualité des services au niveau local par l'inclusion de toutes les parties intéressées ; et
- Création de campagnes périodiques d'information destinées aux prestataires de services, aux assistants sociaux potentiels et aux usagers des services dans le but d'améliorer l'accès aux services.

Tous ces éléments ont été introduits dans le système bulgare de services sociaux à partir de l'expérience existante et des bonnes pratiques des autres pays développés. Ils sont le reflet des problèmes sociaux d'une société en transition d'une économie étatisée à une économie de marché. Cependant, la tendance à adapter les services sociaux aux besoins des communautés locales et des usagers individuels peut être considérée comme universelle.

RÉSUMÉ

La politique de Blagoevgrad (Bulgarie) « Aide aux personnes vulnérables » a été mise en œuvre d'avril 2004 à décembre 2007. À travers cette politique, des chômeurs de longue durée en âge de prendre leur préretraite, dont nombre d'entre eux étaient peu qualifiés et certains d'origine rom, ont été invités à recevoir une formation d'assistants sociaux, pour s'occuper de personnes malades ou de personnes âgées seules. Ainsi, les problèmes sociaux de deux groupes différents recevaient simultanément une solution satisfaisante. La politique faisait partie d'un projet national, SANE (Services sociaux et nouvel emploi), lancé et conçu par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et mis en œuvre en coopération avec le Ministère du travail et des politiques sociales de Bulgarie. Il s'agissait d'un projet innovant qui a mobilisé les ressources des communautés locales et a permis aux ONG de renforcer leur capacité en termes de prestation de services sociaux.

L'objectif principal du projet était de piloter un nouveau plan de promotion de l'emploi pour des personnes en âge de prendre leur préretraite en contrepartie de la fourniture de services sociaux aux personnes vulnérables. Ainsi le projet avait pour objectif de contribuer à l'inclusion sociale de groupes vulnérables (handicapés et personnes âgées seules) et de lutter contre le chômage dans le groupe ayant le moins de perspectives, des personnes ayant de faibles qualifications ou des qualifications insuffisantes, en âge de prendre leur préretraite. La méthodologie de prestation de services sociaux a été élaborée à partir d'expériences partagées



au sein de groupes de discussion mixtes auxquels participaient tous les acteurs : les bénéficiaires des services, les assistants sociaux et les administrateurs et prestataires de services sociaux. Les bénéficiaires directs du projet ont été les personnes âgées et les personnes handicapées, qui ont bénéficié de services sociaux améliorés, ainsi que les chômeurs de longue durée en âge de prendre leur préretraite, qui ont reçu une formation et ont obtenu des emplois d'assistants sociaux.

Le projet est un modèle pilote de financement, gestion, prestation et suivi décentralisés de services sociaux dans les communautés locales. 12 municipalités l'ont mis en œuvre en 2006 et il a été appliqué au niveau national dans le cadre du programme national « Assistants pour personnes handicapés », financé par le Ministère du travail et des politiques sociales dans 117 municipalités.

Le processus d'institutionnalisation a aussi comporté les éléments suivants :

- La méthodologie de prestation de services sociaux a été développée et approuvée par L'Agence nationale pour l'assistance sociale;
- Une base de données de tous les fournisseurs de services sociaux (établissements de droit privé et de droit public) a été créée ;
- En 2008, une association d'ONG prestataires de services sociaux a été fondée, initialement présidée par Mila Sokolova ;
- La profession d'« assistant social » a été légalement reconnue, celle-ci se trouvant désormais incluse dans la Classification Nationale des Professions ; et
- Un amendement a été introduit dans la Loi relative à l'Assistance Sociale pour la gestion décentralisée des services sociaux.

Le coût total de mise en place du projet a atteint 7 014 684 USD. Les sources de financement provenaient du Ministère du travail et des politiques sociales, des municipalités pilotes (262 921 USD), du Programme des Nations Unies pour le Développement (100 000 USD) et du contribuable.

Principaux résultats et réalisations

Les principaux résultats du projet ont été les suivants :

- Renforcement de la capacité institutionnelle de financement, de gestion, de prestation et de contrôle des services sociaux dans les cadres national, régional et municipal ;
- Introduction d'un modèle décentralisé de prestation de services sociaux dans des communautés et la création d'emploi ;
- Mise en œuvre d'une politique sociale à long terme avec un double effet : l'inclusion sociale de personnes vulnérables et l'emploi des chômeurs.

Les principaux obstacles auxquels il a fallu faire face ont été le dialogue avec toutes les institutions concernées par le projet (la municipalité, le directoire de l'assistance sociale et l'agence locale pour l'emploi). Malgré le fait que Mila Sokolova soit passée de l'autre « côté » et se trouve à la tête du Bureau de service social de la municipalité, des problèmes de communication persistent car il n'y a pas suffisamment d'ONG ayant la capacité de fournir des



services sociaux. La question de la durabilité du projet est aussi problématique puisqu'il doit constamment être régénéré.

Pour plus d'informations

Professeur associé Svetlana Hristova
Université Sud-Ouest
Blagoevgrad
E-mail : sv.hristova@swu.bg

Mila Sokolova
Responsable du Département des Services Sociaux
Mairie de Blagoevgrad
E-mail : sane_mila.s@abv.bg

Site web de la ville : <http://www.blgmun.com/bg/>

Description du projet SANE par le Programme des Nations Unies pour le Développement :
<http://europeandcis.PDNU.org/gender/genderandpovertyreduction/show/C2B58CEE-F203-1EE9-B5436EF8EEEC40A2>

Comité d'Inclusion sociale, de Démocratie participative et des Droits de l'homme de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU):

Tif : + 34 93 342 87 70
<http://www.uclg.org/cisd/>

Remerciements / Crédits

Merci à M. Alexander Kochev du Bureau Régional des Statistiques de Blagoevgrad pour avoir fourni les données statistiques nécessaires. Le professeur associé Svetlana Hristova a réalisé l'étude de cas et en a fait la rédaction sous la supervision du Dr Nancy Duxbury, du Centre des Études Sociales de l'Université de Coimbra (Portugal), en 2010.

Références bibliographiques

- Blagoevgrad Regional Employment Office, 2010 (November), *The Unemployment in Blagoevgrad District Decreases*. http://dariknews.bg/view_article.php?article_id=626569
- Bulgarian National Statistical Office, 2010, *Basic Results of a Survey of the Working Force in the Third Trimester of 2010* [in Bulgarian]. Sofia: Bulgarian National Statistical Office.
- Dempsey, J., 2007 (August 30), Eastern Europe Faces Generation Crisis, *The New York Times*. http://www.nytimes.com/2007/08/30/business/worldbusiness/30iht-labor.4.7323543.html?_r=1
- European Institute & Market Links, 2007, *Report for a combined evaluation of the activity 'Social Assistance' of the National programme 'Assistants to People with Disabilities' (HPAXY) and the SANE Project 'Social Services and New Employment'* [in Bulgarian]. Sofia: European Institute and Market Links.





Hristova, S., 2004, The Politics of Multiculturalism in Bulgaria: Uses and (Ab)uses, in M. Mesić (ed.), *Perspectives of Multiculturalism: Western and Transitional Countries*. Zagreb-Croatian Commission for UNESCO.

<http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001375/137520e.pdf>

Mediana Agency, 2007 (March), *The Bulgarian Youth – Current Status, Problems, Changes, Tendencies, Possible Parameters, and Directions for Youth Politics*. Unpublished report from a national representative survey. Sofia: Mediana Agency.

National Statistical Office, 2009, *Territorial Distribution of Population and Demographic Processes in 2008* [in Bulgarian]. Sofia: National Statistical Office.

Quarterly report of the SANE managing unit, March 2006, Sofia

United Nations Development Programme (PDNU) & the Government of the Republic of Bulgaria, Ministry of Labour and Social Policy, 2002, *SANE Project: Social Services and New Employment*. Administrative project report.

Législation nationale importante

Law on Administrative-territorial Structure of Republic of Bulgaria (LATS RB)

Local Self-government and Local Administration Act, issued SG N 69/03.08.1999):

<http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/untc/unpan016312.pdf>

National Program for Assistance of People with Disabilities:

http://www.az.government.bg/Projects/Prog/AHU/Frame_AHU.htm

Regulations for the application of the Law for Social Assistance, issued SG N133/11.11.1998

